

N°929

du 05
JUILLET
2016



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4

Avec l'appui financier
du Fonds mondial

Une enquête décrit
le comportement des
«*professionnelles
du sexe*» au Togo

** Le nombre moyen de clients
reçus par semaine est de 12.*

P.3 4 mois après l'échange des documents à New York, Faure Gnassingbé donne le top départ du programme

Le PUDC, une réponse aux attentes du peuple togolais



Le président Faure Gnassingbé posant la première pierre des infrastructures du PUDC dans le Kpendjal

P.2

Nécrologie

Mort d'Elie Wiesel, rescapé
de la Shoah et Prix Nobel

P.4

Au poste de Directrice Générale
Oragroup annonce la nomination
de Binta Touré Ndoye à la suite de
Patrick Mestrallet

P.3 Analyse comparative des pays en matière de commerce
et compétitivité

Le Togo progresse
de 47 places, 2^{ème} dans
la zone Uemoa

P.3

Politique agricole et transformation de l'agriculture
à l'horizon 2030

Un besoin de financement de
1 266,9 milliards à rechercher
pour le 1er quinquennat

PA-LUNION .com

L'actualité nationale et internationale en vrai

24h/24

www.pa-lunion.com

AZIMUTS INFOS

Une peau électronique pour remplacer nos écrans

Des chercheurs japonais ont élaboré un film électronique transparent ultra-fin qui se colle sur la peau et peut afficher des constantes vitales (pouls, niveau d'oxygène dans le sang...) grâce à des diodes électroluminescentes à polymère. Le dispositif pourrait servir dans les domaines de la médecine ou du sport. Il pourrait même un jour remplacer nos smartphones ?

Demain, avant d'aller faire du sport, il suffira peut-être simplement de coller son cardiofréquence-mètre à même la peau sans avoir à s'encombrer d'une montre ou d'un bracelet connecté. Certes, la perspective est encore lointaine, mais l'avancée accomplie par une équipe de l'université de Tokyo, au Japon, ouvre la voie. Ces chercheurs ont mis au point un film étirable et transparent de seulement trois micromètres d'épaisseur qui intègre un système d'affichage à base de diodes électroluminescentes à polymère ou Pled (polymer light-emitting diodes).

Suffisamment souple pour épouser les mouvements du corps, cette "peau électronique" peut mesurer différentes constantes vitales comme le pouls et le taux d'oxygénation du sang. Dans une vidéo de démonstration accompagnant un article paru dans Science Advances, on peut voir l'afficheur fonctionner à même la peau. Concevoir ce type de revêtement suppose de trouver le bon compromis entre la finesse et la flexibilité nécessaires au confort d'utilisation mais aussi une durée de fonctionnement qui aille au-delà de quelques heures. L'équipe emmenée par les professeurs Takao Someya et Tomoyuki Yokota a réussi à créer un produit qui réunit ces conditions.

Cette "e-skin" peut fonctionner plusieurs jours

Pour élaborer ce film transparent, les chercheurs nippons ont alterné des couches de parylène, un film polymère biocompatible, et des couches d'oxyde de silicium. Entre celles-ci, ils ont ajouté des électrodes d'oxyde d'indium-étain reliées à un photodétecteur organique et des Pled rouges et verts pour créer l'affichage. Le revêtement bloque le passage d'oxygène et de vapeur d'eau, ce qui, selon ses concepteurs, confère à cette "e-skin" une durée de vie de plusieurs jours.

Outre le pouls ou le niveau d'oxygène dans le sang, les chercheurs envisagent d'étendre les applications médicales et estiment que leur revêtement pourrait même être appliqué directement sur des organes afin de surveiller des constantes pendant et après une chirurgie.

Mais comment la peau respire-t-elle à travers un tel revêtement ? De quelle manière le dispositif est-il alimenté ? N'y a-t-il aucun risque pour l'épiderme ? Bien que probante, la démonstration soulève un certain nombre de questions.

Cela n'empêche pas le professeur Someya de voir encore plus loin. Il suggère en effet que sa peau électronique pourra éventuellement remplacer les smartphones. "À quoi ressemblerait le monde si nous avions des écrans que l'on pourrait coller sur notre corps et qui pourraient même afficher notre niveau de stress ou nos émotions ? En plus du fait de ne pas avoir à transporter en permanence avec soi un terminal mobile, cela pourrait améliorer notre façon d'interagir avec notre entourage et abouter une dimension nouvelle à notre manière de communiquer."

Cette femme est un robot

Une équipe de roboticiens chinois vient de présenter sa dernière création. Jia Jia est une humanoïde au réalisme saisissant, dont le visage a été créé à partir de cinq modèles de femmes. Assurément séduisante, Jia Jia n'est en revanche pas très douée pour la conversation. Mais ses concepteurs veulent la doter d'une intelligence artificielle afin de la rendre plus "humaine".

Si elle se tenait au milieu d'un groupe de personnes, il serait certainement difficile de deviner que Jia Jia est un robot. Cette humanoïde a été conçue par une équipe de chercheurs de l'université de Sciences et de Technologie de Hefei (à l'est de la Chine). Trois années de travail ont été nécessaires pour parvenir à ce résultat d'un réalisme que certains trouveront épataant, d'autres inquiétant.

Jia Jia a été élaborée à partir des caractéristiques physiques de cinq jeunes femmes considérées comme les plus belles de l'université. Elle mesure 1,60 m pour 50 kg. Comme on le peut le découvrir dans cette vidéo tournée par New China TV, Jia Jia peut parler en bougeant ses lèvres de façon synchronisée et reproduire quelques expressions par des mouvements des yeux et du visage. Mais elle n'est pas aussi douée dans ce domaine que Sofia, capable d'imiter une large gamme d'émotions humaines.

Les concepteurs de Jia Jia n'ont pour le moment pas de projet commercial. Ils comptent poursuivre son développement en la dotant d'une intelligence artificielle qui lui permettra d'interagir de manière plus naturelle avec ses interlocuteurs et notamment de pouvoir rire et pleurer.

Un clone de Scarlett Johansson

Jia Jia est la dernière d'une longue série de robots imitant de mieux possible l'aspect extérieur des humains. Récemment, on découvrait l'impressionnant travail de Ricky Ma. Ce designer installé à Hong-Kong a consacré un an et demi de labeur et 50.000 dollars (environ 44.000 euros au cours actuel) pour créer un clone humanoïde d'une vedette hollywoodienne. Dans ce reportage réalisé par Reuters, Ricky Ma ne veut pas révéler sa source d'inspiration mais tous les observateurs ont estimé qu'il s'agissait de l'actrice Scarlett Johansson. La ressemblance est en effet frappante et le niveau de finition de ce robot est bluffant.

Note de lecture

Afrotopia: l'urgence pour l'Afrique de nommer sa contemporanéité

Afrotopia est un livre majeur. Dans cet essai, Felwine Sarr utilise une diversité d'outils pour dresser le tableau d'une utopie africaine. L'utopie est sans doute l'horizon indépassable de ce livre que l'auteur propose comme contribution à un débat foisonnant sur un continent partagé entre un optimisme souvent béat et un pessimisme décourageant. L'auteur sénégalais ne cède pas à la facilité de ses deux courants et plonge sa réflexion sur une quête de sens qui doit gouverner le continent. L'Afrique, c'est une richesse économique, démographique, culturelle, spirituelle et économique qu'elle tarde à transformer en véritable fenêtre d'opportunité de transformation structurelle de la vie quotidienne de ses habitants.

Afrotopia est profondément un livre de déconstruction de plusieurs certitudes tellement rabâchées qu'elles ont fini par s'imposer comme

dogme sans pourtant reposer sur un socle de réalité. L'auteur, économiste lui-même, démonte les dogmes de l'économie qui ne prend pas en compte l'humain dans le caractère restreint de ses listes et de ses déterminants imposés par un capitalisme embourbé dans sa vision uniquement matérialiste du monde. Ce capitalisme qui ignore par exemple des notions abstraites comme le bien-être et hypothèque notre cadre de vie à travers l'exploitation effrénée des ressources naturelles.

L'essai va aussi à rebours du fatalisme africain, celui qui ne voit l'Afrique qu'enclavée dans une extrême indigence intellectuelle, culturelle et économique et déterminée par une incapacité à se frayer un chemin vers la réinvention de soi.

Dans un contexte où l'Afrique, souvent consommatrice de concepts forgés en dehors de son espace qui font fi de ce qu'elle désire,

Felwine Sarr interroge des mots-valises sans grand sens et inopérants face à la spécificité de l'urgence du continent. OMD, ODD, émergence, modernité sont des notions que l'auteur passe au crible pour les soumettre à une critique sans équivoque.

L'Afrique, stigmatisée souvent comme le fameux continent à la traîne, se trompe de combat en entreprenant un exercice vain et dangereux de rattrapage de l'Occident. Felwine Sarr annonce qu'elle n'a personne à rattraper, elle a d'autres défis plus cruciaux dont celui de remporter le pari de la définition d'elle-même par elle-même. Il s'agit de "nommer sa contemporanéité", de se guérir des maux et d'offrir à la jeunesse un horizon différent à travers l'identification des forces réelles dont elle a à disposition.

Pour ce faire, l'auteur identifie plusieurs niches pour enfin faire adve-

nir cette Afrique dépouillée de ses faiblesses, ses phobies, ses complexes et son aliénation en vue d'aller à la rencontre de cet Afrotopos, "celle qui n'est encore habitée par cette Afrique qui vient."

L'essai de Felwine Sarr brille par son érudition, la diversité de ses pistes de propositions pour l'Afrique qui vient. En effet, l'auteur refuse la camisole de la réflexion singulière pour adosser ses idées dans une diversité disciplinaire qui porte le lecteur dans une exploration de divers pans de la pensée. Felwine Sarr convoque l'histoire, la géographie physique et humaine, l'économie, la linguistique, l'architecture, la culture... pour puiser dans ces disciplines les ressorts d'une résilience articulée dans une profonde quête de sens.

Felwine Sarr appelle à un sursaut qui doit épouser d'abord la prise en compte du capital humain, le dynamisme des villes africaines, le dividende démographique, la culture et la richesse du sous-sol du continent. Mais le défi le plus urgent, selon l'essayiste, est, pour l'Afrique, de se définir et d'identifier sa voie et non celle proposée par l'Occident.

Cet essai est aussi à appréhender comme une nouvelle tentative de déconstruction de ce que les chercheurs du continent appellent la "Bibliothèque coloniale" du nom de toutes les études sur l'Afrique menées par des intellectuels occidentaux. Il est ainsi à inscrire dans le contexte de décolonisation mentale des travaux de Valentin Yves Mudimbe, Mamadou Diagne, Justin Bisanswa ou encore Achille Mbembe, auteurs que Felwine Sarr convoque plusieurs fois dans son livre.

Sortir de la grande nuit et nommer sa contemporanéité devient une urgence pour l'Afrique. Dans l'élan de son salut, pour Felwine Sarr, elle doit ériger haut les valeurs morales, esthétiques et spirituelles souvent oubliées au nom d'une accumulation matérielle. C'est par cette voie qu'elle va se réparer et imposer au monde un tournant civilisationnel.

Africultures

Nécrologie

Mort d'Elie Wiesel, rescapé de la Shoah et Prix Nobel

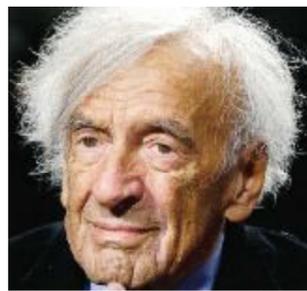
L'écrivain Elie Wiesel est décédé samedi deux juillet, à 87 ans. Il laisse une œuvre marquée par la mémoire de l'Holocauste rédigée en français, en anglais et en yiddish.

L'horreur, Elie Wiesel l'aura connue dès ses 15 ans. Déportée de Roumanie, sa famille est séparée et envoyée dans les camps. Sa mère et sa sœur cadette périssent dans les chambres à gaz. Son père meurt sous ses yeux, en avril 1945 à Buchenwald, peu avant l'arrivée des soldats américains à leur camp de concentration. Ses deux autres sœurs survivent, mais il ne l'apprendra qu'à la fin du conflit. Le traumatisme est grand, mais il nourrit aussi la volonté du jeune homme de transmettre à tous ce qu'il a vécu.

À la fin de la Seconde guerre mondiale, Elie Wiesel est pris en charge par l'Organisation de secours aux enfants, en France. Il y découvre le goût de la littérature, et celui sans doute, de transmettre le savoir par les mots. Porté par le futur éditeur du Seuil François Wahl, il découvre la philosophie à la Sorbonne, sans pour autant délaisser son héritage : sa religion est, et demeurera toute sa vie, son moteur. Journaliste apatride, il s'attelle cependant à écrire dans une de ses langues natales, le yiddish. Homme de

lettres et de langues, il parle le français, l'anglais, le yiddish, l'allemand, ou encore le hongrois. Il emportera avec lui ce bagage culturel en Amérique, qui lui confèrera une nationalité et une patrie.

Elie Wiesel entreprend son travail de mémoire dès la parution de son chef d'œuvre, La Nuit, publié chez les Éditions de Minuit dix ans seulement après la fin de la guerre. Il publie ensuite les romans autobiographiques L'Aube en 1960 puis Le Jour en 1961 (éd. Seuil). Ce devoir qu'il s'est imposé a transformé en symbole politique. Il œuvre sous le gouvernement de Jimmy Carter afin d'organiser la création d'un mémorial de l'Holocauste, qui ne sera mis en place qu'en 1993. Ami de François Mitterrand pendant plus d'une dizaine d'années, il s'en séparera en apprenant ses liens avec René Bousquet, collaborateur dur régime de Vichy. Enfin, on lui proposera en 2006 le poste de président d'Israël, qu'il refusera. Elie Wiesel rappelle avec ferveur son statut d'écrivain, ne se réconciliant avec la politique que lorsqu'elle concerne ses véritables idéaux. La communauté internationale le récompense avec le Prix Nobel de la Paix en 1986. Mais aussi en France avec la Grand-croix de la Légion



d'honneur, en Amérique par la Médaille d'or du Congrès, ou encore en Grande-Bretagne, grâce à sa nomination en tant que Commandeur de l'ordre de l'Empire Britannique.

Il a fréquenté les grands de son époque, mais la littérature constituait pour lui l'essentiel. Elie Wiesel est l'auteur d'une cinquantaine de romans et d'essais, nourris par les souffrances de son passé, et la mémoire de la Shoah. Ses terribles souvenirs sont une peinture réaliste de l'Holocauste, adressés à tous ceux qui voudraient comprendre cette tragédie. Car pour l'écrivain, il n'y avait rien de plus important pour l'humanité que de ne pas se condamner à l'indifférence...

A VENDRE

* 1 lot de terrain avec titre foncier sis à Sanguera - ville. **Prix: 13 millions** à débattre.

* 1/2 lot de terrain à Sagbado-Agotimé. **Prix: 5 millions** à débattre

* 1/4 lot de terrain à Sanguera derrière la gendarmerie. **Prix: 2,5 millions** à débattre

Contact: (228) 90 13 34 81 ou 23 20 47 55



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

4 mois après l'échange des documents à New York, Faure Gnassingbé donne le top départ du programme

Le PUDC, une réponse aux attentes du peuple togolais

Late Pater

Soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) a été officiellement lancé le 30 juin 2016 à Mandouri (préfecture de Kpendjal) par le président Faure Gnassingbé. Procédant du coup, à la pose de la première pierre des infrastructures socioéconomiques de base qui devront être construites dans cette localité dans le cadre de ce nouveau programme triennal (2016-2018). «*Combattre la pauvreté, c'est bâtir une paix durable*», a-t-il lancé à l'auditoire.

«*Le PUDC est une réponse aux attentes du peuple togolais*», avait aussi déclaré Faure Gnassingbé à New York, le 24 février dernier, à l'occasion de la réunion de haut-niveau tenue en marge du cinquantième anniversaire du PNUD. Et à Helen Clark, l'Administrateur du PNUD, de remercier : «*Le PNUD est heureux d'apporter son soutien au PUDC, qui*



Echange des documents entre Helen Clark et Faure Gnassingbé à New York (Photo Louis Vincent)

constitue un premier pas décisif vers la réalisation des Objectifs de développement durable». Les deux personnalités saluaient ainsi la création du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) par le Togo. «*Le Togo a fait*

beaucoup d'efforts qui le situent à un niveau de croissance économique appréciable de l'ordre de 5 à 6%. Mais malgré ce taux de croissance, les secteurs sociaux ont été relativement peu privilégiés et il y a sur le terrain des zones et des

catégories de populations qui n'ont pas du tout profité de cette croissance», avait indiqué Mme Khardiata Lo N'diaye, Représentante résidente du PNUD au Togo, au moment de la signature, à Lomé, de l'accord formel avec le ministre

Adjé Otèh Ayassor de l'Économie et des finances.

D'un montant total estimé à 155 147 034 112 francs Cfa (environ 258 millions de dollars) sur 3 ans, dont 30 millions de dollars rien que pour 2016, le PUDC prévoit, entre autres, une aide aux populations rurales et vulnérables du pays qui constituent près de 62% de la population du Togo. Le PUDC cible les populations rurales et semi-urbaines vulnérables. Il prévoit d'améliorer l'offre des services sociaux de base et d'impliquer les populations dans le développement économique et social de leur localité. Le PUDC comprend quatre volets majeurs dont le développement des infrastructures socio-économiques de base, le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux, le développement de l'entrepreneuriat rural et la création d'un système de géolocalisation des infrastructures.

En amont de cette initiative, plusieurs ministres et experts ont dû sillonner l'ensemble du territoire to-

golais pour recueillir les avis et les besoins des populations. Le PUDC prévoit à terme la construction d'au moins 1 600 salles de classes (par an), la poursuite de l'électrification en milieu rural dans tous les chefs-lieux de cantons et la construction de 5 000 logements sociaux par an entre 2015 et 2020. Le programme favorisera également un meilleur accès aux soins de santé dans les milieux défavorisés à travers le renforcement des infrastructures et équipements. Dans la même perspective, le Gouvernement entend amplifier le programme des transferts monétaires au bénéfice des femmes enceintes d'au moins 3 mois, aux mères et tuteurs des enfants de 0 à 24 mois ainsi qu'aux mères et tuteurs des enfants de 24 à 59 mois, atteints de malnutrition sévère et aigue. De même des activités génératrices de revenus seront développées par les associations communautaires ou groupements de femmes et de jeunes des zones cibles.

Politique agricole et transformation de l'agriculture à l'horizon 2030

Un besoin de financement de 1 266,9 milliards à rechercher pour le 1er quinquennat

À l'horizon 2030, l'autorité publique affiche clairement son intention de développer une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire de la population togolaise et régionale et d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables. L'ob-

jectif global, explique-t-on au Secrétariat général du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique, est de contribuer à l'accélération de la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie tout en assurant l'inclusion sociale et le respect de l'environnement. Il

s'agit d'assurer la sécurité alimentaire, le rééquilibrage de la balance commerciale agricole, l'amélioration du niveau des revenus agricoles, la création des emplois agricoles décents et le maintien de manière durable d'un taux de croissance agricole élevé.

La politique est déclinée en quatre

axes stratégiques, et doit nécessiter un besoin de financement total de **1 266,9 milliards de francs Cfa** pour le 1^{er} quinquennat (2016-2020). Le premier axe vise à accroître durablement la production du secteur agricole et sa valorisation (59 milliards, dont 49% sera assuré par le public) ; le second a pour option d'améliorer l'accès aux facteurs de production et de moderniser les infrastructures (807 milliards, dont 29% à être assuré par le public). L'axe 3 se charge de promouvoir l'innovation technologique, la formation professionnelle et d'assurer la diffusion des meilleures techniques pour accompagner la transformation de l'agriculture. Son coût sera de 16,9 milliards, dont 64% assuré par le public. Le quatrième et dernier axe a pour objectif d'améliorer la gouvernance, le cadre institution-



et connectées à des marchés porteurs (basé sur l'expérience du groupe KALYAN, Cajou Espoir, ESOP, etc.) ; créer au moins 2 unités agro-industrielles de grande taille installées ; augmenter de 50% la valeur ajoutée créée dans le secteur ; augmenter de 19% à 29% la part des productions transformées. Le deuxième axe (facteurs de production) doit pouvoir produire 25 000 hectares de périmètres irrigués, in-

210 000 nouveaux emplois qui permettent d'insérer au moins 10% de jeunes dans les chaînes de valeur, dont un tiers au moins de femmes. Enfin le dernier axe devra permettre de résoudre les problèmes du foncier, de résilience des exploitations agricoles familiales et des entreprises agricoles améliorées ; promouvoir les nouveaux instruments financiers incitatifs développés, à savoir renforcement de la finance inclusive pour les petites producteurs, les fonds de garantie et lignes de crédits pour les PME/PMI et les fonds d'investissement pour les entreprises ; créer de nouvelles structures et renforcer les structures existantes.

Comme impacts attendus, faire passer le niveau de pauvreté rurale de 68% à 45% en 2020 ; faire augmenter, dans le même temps, le niveau de revenu en milieu rural d'au moins 50% et maintenir à deux chiffres sur le reste de la période ; faire passer de -44% à au moins -30% la balance commerciale pour les produits de l'industrie agricole... Au finish, on affirme au Secrétariat général du ministère de l'Agriculture que le taux de malnutrition dans les ménages agricoles s'en trouverait réduit de 5% dans les cinq prochaines années.

Analyse comparative des pays en matière de commerce et compétitivité

Le Togo progresse de 47 places, 2ème dans la zone Uemoa

La Banque mondiale vient de publier son rapport 2016 sur l'indice de la performance logistique. Il se situe dans le cadre de l'analyse comparative des pays en matière de commerce et compétitivité. Il est également utilisé par la Fondation «Heritage Foundation» dans le cadre du rapport sur la liberté économique. Publié tous les deux ans, l'analyse du classement global 2016 fait ressortir que **le Togo progresse de 47 places, passant du 139^{ème} rang sur 160 au 92^{ème} rang, juste derrière les grandes économies comme le Ghana (88^{ème}) et le Nigéria (90^{ème}) et devant la Côte d'Ivoire (95^{ème}), le Bénin (115^{ème}) et le Sénégal (132^{ème}).**

Au niveau sous-régional, le pays se classe en 2^{ème} position dans la zone Uemoa et 4^{ème} de la zone CEDEAO.

Le Togo a ainsi enregistré des avancées sur tous les six indicateurs, avec une percée importante au niveau de l'indicateur «**Rapidité** : mesurée par les délais de

transmission des expéditions aux transitaires ou du délai attendu de livraison des marchandises au port» sur lequel **le pays est passé du 140^{ème} rang au 76^{ème} rang**, soit une progression de 64 places. Cette progression remarquable s'explique par les importants investissements opérés ces deux dernières années par le pays dans le secteur portuaire, notamment avec la mise en place du Guichet unique du commerce extérieur. Il vient, en outre, confirmer d'une part la vision du pays marquée par son ambition de devenir un hub logistique et, d'autre part l'avantage comparatif qu'il offre désormais en la matière.

Pour rappel, «l'indice de performance logistique (publié tous les deux ans) est un outil interactif d'analyse comparative, basé sur une enquête mondiale des opérateurs sur le terrain (transitaires et transporteurs express mondiaux), fournissant une rétroaction sur la logistique des pays dans lesquels ils opèrent et ceux avec lesquels ils font le

commerce. Ils combinent une connaissance approfondie des pays dans lesquels ils opèrent avec des évaluations qualitatives d'autres pays où ils font le commerce et de l'expérience de l'environnement mondial de la logistique.

Il comprend six indicateurs principaux : «**Douanes**», mesurées par l'efficacité des formalités douanières et de la gestion des frontières ; «**Infrastructures**», mesurées par la qualité des échanges et des infrastructures de transport ; «**Facilité d'organiser des expéditions**», mesurée par la facilité d'organiser des expéditions à des prix compétitifs ; «**Qualité des services de logistique**», mesurée par la compétence et la qualité de la logistique des services de camionnage, d'expédition et de courtage en douane ; «**Suivi et traçabilité**», mesuré par la capacité de suivre et de retracer les envois ; et «**Rapidité**», mesurée par la fréquence à laquelle les expéditions parviennent aux consignataires ou les délais attendus de livraison.



nelet de développer les instruments de soutien adaptés à la nouvelle vision pour un coût de 384 milliards, pour 64% en charge du public.

Au terme du 1^{er} quinquennat (2016-2020), il est attendu, pour l'axe 1, de créer trois agropoles (dans l'Otji, Kara et Haut-Mono) munis chacun de cinq clusters, créés sur des chaînes de valeur rentables intégrant des unités de transformation de différentes tailles

jecter 85 000 tonnes par an d'intrants agricoles, arriver à un taux de mécanisation agricole de 9%, contre 2% en 2010, et créer des infrastructures de soutien en synergie avec les départements concernés (eau, route, énergie, télécommunications, marchés).

L'axe 3 englobe la productivité des filières porteuses à augmenter d'au moins 50% ; réduire les pertes post-récoltes de moitié, créer environ

Avec l'appui financier du Fonds mondial

Une enquête décrit le comportement des «professionnelles du sexe» au Togo

* Le nombre moyen de clients reçus par semaine est de 12.

Laté Pater

Réalisée dans le but de mesurer les progrès accomplis depuis les dernières activités de sensibilisation et permettre de compléter les données de la revue du Nouveau Plan Stratégique, une étude dénommée «**Enquête comportementale et de séroprévalence du Vih chez les professionnelles du sexe et leurs clients**» a été initiée par les partenaires intervenant dans la lutte contre le Vih/Sida au Togo (Cnls/Ist, Pnls, Psi, Onusida, etc.) avec l'appui financier du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme. Conduite par l'Unité de recherche démographique et l'Institut national d'hygiène, avec la collaboration de l'Ong FAMME (Forces en action pour le mieux-être de la mère et de l'enfant), cette étude vise à mettre à la disposition du Pnls/Togo, du Cnls/Ist et des partenaires intervenant dans le domaine, des informations pertinentes et fiables qui permettent de réévaluer la prévalence du Vih et les comportements sexuels chez les travailleurs du sexe au Togo et de prendre des décisions informées pour mieux orienter leurs actions. Elle permet également de mieux apprécier l'ampleur de l'épidémie au sein du groupe cible que constituent les professionnelles du sexe (PS).

Au plan méthodologique, l'étude a comporté deux grands volets : comportemental et sérologique. Le volet comportemental s'articule autour de deux enquêtes nationales : une enquête «PS» réalisée auprès d'un échantillon de 1.197 professionnelles du sexe et une enquête «clients» réalisée auprès de 790 clients des PS. Le volet sérologique a concerné un prélèvement sanguin réalisé auprès de 1.184 PS et de 776 clients pour la recherche du virus du Sida. Les différents outils élaborés pour la collecte des données ont permis de cerner, outre les caractéristiques socio-démographiques des enquêtés, leurs comportements sexuels, les antécédents en matière d'Ist, leurs connaissances et opinions vis-à-vis du Vih/Sida, leur utilisation du préservatif, leur exposition aux activités de communication, etc. La phase de collecte des données s'est déroulée en mars-avril 2015, simultanément sur l'ensemble du territoire.

Dans ce numéro, L'UNION relate les principaux résultats mis en relief chez les professionnelles du sexe.

Caractéristiques socio-démographiques des PS. Dans l'ensemble, l'âge moyen des PS enquêtées est de 28 ans et les 18-24 ans constituent le groupe d'âges modal (41%). En ce qui concerne la nationalité, la grande majorité des PS interviewées (77%) sont de

nationalité togolaise. Par rapport à l'état matrimonial, dans leur grande majorité, les PS sont non mariées et ne vivent pas avec un partenaire (71%). Environ 65% des PS ont déjà eu au moins 1 enfant. Par rapport au site de travail, environ la moitié des PS affichées (49%) travaillaient sur le site qu'elles habitent. Toutefois, une proportion non négligeable (38%) ne vit pas sur le site où elles travaillent. En plus de leur profession de PS, 62% des enquêtées ont déclaré avoir d'autres activités génératrices de revenus, notamment les activités commerciales (petit commerce ambulatoire, étalage au marché, vente de boissons, etc.) ou artisanales (tresses, coiffures, etc.).

Connaissance des principaux modes de transmission et des moyens de prévention du Vih/Sida par les PS. Les rapports sexuels non protégés avec un partenaire infecté (95%) et l'utilisation de seringues, de lames ou d'objets tranchants souillés de sang (86%) constituent les deux principaux modes de transmission du Vih les plus cités par les PS. En ce qui concerne les moyens de la prévention de la maladie, l'utilisation correcte du préservatif reste le moyen de prévention du Vih/Sida le plus cité par les PS (49%).

Fausse croyance et discrimination sociale sur le Vih/Sida. Les fausses croyances et la discrimination sociale sur le Vih/Sida continuent de persister dans le groupe des PS. Ainsi, environ les tiers des PS interviewées (33%) sont d'accord avec l'idée selon laquelle l'on peut contracter le virus du Sida par des piqûres de moustiques et 22% pensent qu'on peut contracter le Vih en partageant un repas avec une personne séropositive. Par contre, une proportion importante de PS (83%) se dit prête à héberger et à soigner des parents hommes infectés par le Vih ou qui sont malades du Sida et 90% de PS sont d'accord que, si un élève ou un étudiant est infecté par le Vih, on puisse lui permettre de continuer d'aller à l'école ou à l'université.

Le dépistage du Vih chez les PS. Une grande majorité de PS (91%) a déclaré avoir déjà vu ou entendu une publicité sur le dépistage volontaire. Environ 3 PS sur 4 (74%) ont fait le test de dépistage Vih au cours des 12 derniers mois.

Age au premier rapport sexuel et activité sexuelle des PS. Environ 20% des PS ont eu leur premier rapport sexuel avant l'âge de 15 ans et 65% l'ont eu avant l'âge de 18 ans. Par ailleurs, pour l'ensemble des PS, le nombre moyen de clients reçus par PS et par semaine est de 12 et le nombre médian est de 8. Les lieux habituels de rencontre entre les PS et leurs clients sont surtout les bars (37%), les maisons closes/domi-

ciles des PS (26%) et les rues (25%).

Utilisation systématique du préservatif par les PS pendant le dernier jour de travail. Une proportion importante de PS (93%) a systématiquement utilisé le préservatif le dernier jour de travail.

Vécu des PS en matière d'Ist et recours aux soins. En matière d'Ist, les écoulements vaginaux (43%) et les ulcérations vaginales (26%) sont les deux principales infections qui affectent les PS.

Approvisionnement en préservatifs et lubrifiants par les PS. Par rapport à l'approvisionnement en préservatif, les sources les plus citées par les PS sont les boutiques (76%), les pairs éducateurs (51%) et les pharmacies (47%).

Fréquence d'utilisation des préservatifs chez les PS. Au cours de la dernière semaine de travail : une proportion de presque 90% a déclaré avoir utilisé systématiquement le préservatif. Parmi les 10% qui ne l'ont pas utilisé de façon systématique, on compte environ 2% de PS qui ne l'ont pas du tout utilisé au cours de leur dernière semaine de travail bien qu'ayant reçu des clients. Alors qu'environ 9 PS sur 10 (93%) ont utilisé le préservatif à chacun de leurs rapports sexuels le dernier jour de travail.

Exposition aux campagnes sur la prévention des Ist/Vih/Sida. Dans l'ensemble, 73% des PS ont déclaré avoir entendu des messages sur les Ist/Vih/Sida au cours des 6 mois avant l'enquête. Par ailleurs, en ce qui concerne la fréquence d'écoute au cours des 6 derniers mois, parmi les PS qui ont entendu ces messages, 54% ont déclaré que c'est occasionnellement qu'elles les ont suivis ou écoutés.

Exposition à une séance de démonstration du port correct du préservatif. Au total, environ 90% des PS ont déclaré avoir déjà vu ou assisté une fois à la démonstration de l'utilisation correcte des préservatifs. Mais au cours des 6 mois précédant l'enquête, environ 58% de PS ont dit qu'elles ont vu ou assisté à la démonstration de l'utilisation correcte des préservatifs.

Niveau et évolution de la séroprévalence du Vih chez les PS. Pour 11,7% des PS enquêtées, le test de séroprévalence du Vih est positif. Dans l'ensemble, le niveau de l'indicateur chez les PS est toujours plus élevé à Lomé (13,4%) que sur le plan national (11,7%). On note une amélioration remarquable du niveau de prévalence du Vih chez les PS depuis la première enquête de surveillance de la prévalence des Ist/Vih dans ce groupe cible en 2003. En effet, à Lomé, le niveau de prévalence du Vih est passé de

54% en 2003 à 13% en 2015, soit une remarquable baisse d'environ 75% sur une période de 12 ans. Le niveau national de l'indicateur a également connu une amélioration entre 2005 et 2015 où la prévalence est passée de 30% en 2005 à 12% en 2015, soit un gain total de 60% au cours de la décennie 2005-

2015.

Association entre séroprévalence du Vih et variables comportementales des PS. Dans l'ensemble, il ressort des résultats de l'étude qu'aucune différence significative n'est observée entre la prévalence du Vih et certaines principales variables telles

que l'âge au premier rapport sexuel, le nombre de clients par semaine, l'utilisation systématique du préservatif, la fréquence d'exposition aux activités de communication, les précautions prises par les PS pour ne pas être contaminées par le Vih et l'utilisation du préservatif au dernier rapport sexuel.

Au poste de Directrice Générale

Oragroup annonce la nomination de Binta Touré Ndoye à la suite de Patrick Mestrallet

À l'issue de son Assemblée générale et de son Conseil d'administration qui se sont tenus les 29 et 30 juin à Lomé, au Togo, le Groupe bancaire Oragroup annonce la nomination de Binta Touré Ndoye au poste de Directrice Générale pour succéder à Patrick Mestrallet, rapporte l'agence Ecofin. «*Je tiens à remercier chaleureusement Patrick Mestrallet pour son engagement sans faille à la tête du Groupe depuis 2009, a déclaré Vincent Le Guennou, Président du Conseil d'administration d'Oragroup. Grâce à lui et toutes ses équipes, Oragroup est une formidable réussite africaine dans le secteur bancaire. Je salue également la nomination de Binta Touré Ndoye, une professionnelle d'expérience au parcours remarquable. Elle incarne une nouvelle génération de décideurs économiques africains et a toute ma confiance pour mener Oragroup dans une nouvelle phase de son développement.*

En sept ans, Oragroup a connu une très forte croissance, passant



Binta Touré Ndoye

d'une présence dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale à une dimension panafricaine avec des filiales Orabank dans 12 pays répartis sur quatre zones monétaires, explique la même source. Cette forte croissance a notamment été permise par l'acquisition durable de banques régionales de solidarité (BRS), en 2013. Depuis 2009, la taille du bilan a été multipliée par 7 pour atteindre 1 492 milliards de francs CFA et les crédits à la clientèle par 8 à 905,2 milliards de francs CFA. Le Groupe compte aujourd'hui

1 650 collaborateurs et plus d'une centaine d'agences.

Recrutée en tant que Directrice Générale Adjointe du Groupe en 2015, Binta Touré Ndoye a effectué la première partie de sa carrière au sein du Groupe Ecobank. Elle a été notamment Directrice Générale d'Ecobank Mali (2007) et en charge des projets stratégiques du Groupe (2013). De nationalité malienne, Binta Touré Ndoye est titulaire d'un MBA en Finance et en Économie Internationale et de Développement (University of Central Oklahoma).

A la recherche d'une compétence dans les normes de qualité L'Uemoa recrute au poste de Directeur du SOAC pour 2 ans renouvelables

Au bénéfice des ressortissants de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, il est lancé un avis de recrutement au poste de Directeur général du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC), placé sous l'autorité directe du Conseil d'Administration du SOAC. Il en charge de : mettre en œuvre la politique relative aux activités du SOAC conformément aux orientations données par le Conseil d'Administration ; assurer la gestion du Système Ouest Africain d'Accréditation ; mettre en œuvre le processus d'évaluation et d'accréditation, ainsi que les activités de comparaisons entre les différents laboratoires, conformément aux critères généraux de fonctionnement d'un organisme d'accréditation tels qu'exigés par les normes internationales pertinentes en vigueur ; prendre les décisions relatives à l'accréditation en considérant les avis des Comités con-

cernés ; et d'élaborer, en lien avec l'équipe de direction, le projet de programme annuel d'activités et le projet de budget correspondant sur la base du plan stratégique quinquennal adopté par le Conseil d'Administration.

Le Directeur général du Système Ouest Africain d'Accréditation devra être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur technique ou scientifique de niveau BAC + 5 ou équivalent ; et avoir une formation en Management de la Qualité. Une formation en Administration des entreprises serait un atout. Il devra justifier d'une expérience professionnelle générale d'au moins quinze (15) ans dans le domaine de la qualité, et justifier d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans des activités d'évaluation de la conformité ou de management de la qualité. Il devra en plus justifier d'une maîtrise des normes internationales, notamment ISO 17011 /9001/ 19011/ 17025 ; et d'une bonne connaissance des procédures de recon-

naissance mutuelle instituées par les organisations régionales et internationales d'accréditation ; avoir participé régulièrement aux travaux des organisations régionales et internationales d'accréditation est un atout et avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique.

L'âge limite du candidat doit être comprise entre 40 ans et 55 ans au plus au 31 décembre 2016. Le Directeur général du Système Ouest Africain d'Accréditation relèvera de la catégorie des Cadres supérieurs, et bénéficiera d'un contrat à durée déterminée d'une durée de deux (02) ans renouvelables.

Le recrutement se déroulera en deux (02) étapes : une phase de présélection sur dossier ; une phase de sélection. La sélection sera faite parmi les candidats présélectionnés. Seuls les candidats présélectionnés seront saisis de la suite réservée à leur demande. Date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 juillet 2016

FOOTBALL

FIFA : un mémo interne pointe du doigt les dépenses et la gouvernance du président Gianni Infantino

Un mémo interne de 11 pages, révélé par la presse suisse dimanche, critique les dépenses du président de la FIFA Gianni Infantino et ses méthodes de gouvernance.

C'est l'hebdomadaire dominical suisse *Sonntags Zeitung* qui a révélé l'existence de ce mémo interne à la FIFA, rédigé le 23 mai 2016 par un auteur dont le nom n'a pas été indiqué. Ce document renvoie aux deux premiers mois de la présidence de Gianni Infantino à la tête de la FIFA, élu en février dernier en remplacement de Sepp Blatter.

Hervé A.

Un document envoyé à Sindisiwe Mabaso-Koyana, vice-présidente du comité d'audit et de contrôle de la FIFA, qui dénonce le train de vie du Suisse ainsi que d'éventuels conflits d'intérêt pour avoir accepté des dons en nature, comme des vols en jet privé, payés par la Russie et le Qatar et estimés entre 115 000 et 150 000 dollars.

Autre révélation, la FIFA a mis à disposition de Gianni Infantino deux voitures de fonction, avec chauffeur. La deuxième voiture, qui aurait surtout été utilisée par ses proches et sa famille a occasionné des frais pour la FIFA de 19 602 francs suisses (18.000 euros) en mars et de 13 500 francs suisses en avril. Quant au volet de la gouvernance de la FIFA, l'auteur du mémo reproche à Infantino d'avoir nommé des personnes proches à des postes clés, sans avoir respecté le délai de 4 mois avant le congrès de



Mexico (en mai) pour donner des indications sur les nominations dans les différents comités de la FIFA.

Le journal suisse rapporte également qu'il y a eu récemment 3 nouveaux départs à "l'étage des chefs" de la FIFA : le responsable du bureau des voyages et le

fonctionnaire qui rédige les protocoles des réunions, qui ont été licenciés, et un responsable du service de contrôle qui a démissionné.

En réaction à ce mémo, un porte-parole de la FIFA a précisé qu'un "processus de restructuration est en cours" et il est "normal que

certaines personnes ne soient pas contentes." Concernant les frais, la porte-parole a indiqué que les dépenses sont "mesurées et conformes aux règles de la FIFA", et que les dépenses personnelles ont "bien sûr été réglées par le président." Avec AFP

Gabon

La course à la succession de Costa lancée !

La Fédération gabonaise de Football a annoncé jeudi soir que le sélectionneur Jorge Costa ne serait pas reconduit au terme de son contrat, qui vient d'expirer. L'instance a donc lancé un appel à candidatures qui aboutira à la nomination d'un nouveau technicien sur le banc des Panthères et qui sera chargé de les guider à la CAN 2017 à domicile.

Après deux années très mitigées sur le banc des Panthères, le contrat du technicien portugais ne sera pas renouvelé. La Fédération gabonaise (Fegabot) a confirmé son départ jeudi. "Le 30 juin 2016, les contrats de M.

Jorge Costa, sélectionneur national des Panthères A et de son staff technique sont arrivés à expiration. En conséquence, le Comité Exécutif de la Fédération Gabonaise de Football lance un appel à candidatures pour le recrutement d'un sélectionneur national", a indiqué l'instance sur son site officiel.

Récemment autoproclamé "meilleur coach en Afrique", le Lusitanien quitte donc les Panthères sur un bilan peu reluisant de 9 défaites, 6 nuls et 8 victoires en 23 matchs. A son passif surtout, une

élimination dès le premier tour de la CAN 2015 et une qualification dans la douleur pour la phase de groupes des éliminatoires du Mondial 2018. A 7 mois d'une CAN organisée à la maison et alors que la Côte d'Ivoire, le Mali et le Maroc se dresseront face aux Panthères sur la route du Mondial, la Fegabot a décidé d'arrêter les frais avec un entraîneur qui quitte son poste sur 3 défaites consécutives.

Les prétendants à sa succession devront "justifier d'une expérience avérée à la tête d'une sélection nationale", "s'engager à résider au

Gabon" et présenter "un programme d'actions pour la période 2016-2018". Ils ont jusqu'au 20 juillet pour faire parvenir leur dossier à la Fegabot. Puis, celle-ci les examinera entre le 22 et le 24, avant d'annoncer l'identité de l'heureux élu le 30 juillet.

D'après les informations, Pierre Aubame avoue toutefois, il y a quelques semaines, les faveurs du palais présidentiel, véritable décideur dans ce dossier. Alors que les noms d'Alain Boghossian et Patrice Carteron circulent également, les dirigeants gabonais vont devoir faire le bon choix à sept mois de "leur" CAN.

La Tunisie serre aussi la vis avec les joueurs étrangers

Afin de limiter la dépréciation du dinar et la demande de devises étrangères, la Banque centrale de Tunisie a annoncé jeudi que le recrutement de "joueurs et entraîneurs étrangers" par les clubs tunisiens nécessiterait désormais le feu vert du ministère des Sports.

Comme l'Algérie, qui a interdit le recrutement de joueurs non-nationaux dans son championnat il y a un an, le pays des Aigles de Carthage entend lui aussi, toutes proportions gardées, limiter la présence de joueurs étrangers dans ses compétitions. Une mesure là encore dictée par des impératifs financiers, pour lutter contre le déficit qui se creuse entre l'offre et la demande de devises étrangères. Afin d'alléger "la pression sur le marché des changes" et de "rationaliser les dépenses", la Banque centrale de Tunisie (BCT) a donc annoncé toute une série de mesures, jeudi.

Parmi les décisions entérinées, l'agence TAP indique qu'il sera notamment question de "coordonner entre les ministères concernés et la BCT concernant les dépenses des artistes, joueurs et entraîneurs étrangers." Avant de recruter un joueur non national, les clubs tunisiens devront donc obtenir l'autorisation du ministère de tutelle. S'il ne s'agit évidemment pas d'une interdiction pure et simple de recruter des étrangers, cette mesure constitue toutefois un premier obstacle à leur venue en Tunisie.

Fernando Torres reste à l'Atlético !

Fernando Torres a prolongé avec l'Atlético de Madrid. Une prolongation qui n'en est finalement pas réellement une, puisqu'il était prêt depuis l'hiver dernier par l'AC Milan, et son contrat avec la formation lombarde expirait en juin. C'est donc en qualité de joueur libre qu'il signe avec les Colchoneros. Quoiqu'il en soit, il portera ainsi la tunique rojiblanca pour la prochaine saison.

Si les supporters réclamaient depuis longtemps un contrat pour l'enfant du club, les dirigeants avaient encore quelques doutes sur la rentabilité d'une telle opération. Mais les dernières performances du n°9 colchonero ont définitivement convaincu les hautes sphères du club de la capitale. Son entente avec des joueurs majeurs de l'effectif comme Griezmann et Koke est parfaite, tant sur le terrain qu'en dehors. "Je suis très heureux d'être ici, je n'ai jamais eu de doute sur l'endroit où je voulais continuer ma carrière", a déclaré Torres sur le site officiel du club.

Avec 11 buts et 4 passes décisives en Liga, pratiquement tous marqués et distribués en deuxième partie de saison, et des performances correctes en Europe, Torres a gagné la prolongation à la sueur de son front. Il sera cependant compliqué pour lui d'être titulaire la saison prochaine, puisque l'Atlético va probablement recruter un attaquant de standing cet été, puis des joueurs prêtés comme Borja Bastón (17 buts avec Eibar) vont aussi revenir de prêt. Mais une chose est sûre, El Niño continuera de faire vibrer le Calderón à chacune de ses apparitions !

ATHLETISME

Usain Bolt va se soigner en Allemagne

Victime d'une blessure à la cuisse vendredi dernier lors des sélections olympiques, Usain Bolt se rendra en Allemagne, et à Munich plus précisément, pour avoir de plus amples informations sur sa blessure.

Le sprinter rejoindra la clinique du docteur Müller-Wohlfahrt en Bavière afin de passer des examens et confirmer le rapport du médecin de la sélection jamaïcaine : "une lésion musculaire de stade 1", c'est-à-dire une elongation. Les examens seront pratiqués par l'équipe médicale du docteur Müller-Wohlfahrt ce dernier est en France avec la sélection allemande pour l'Euro 2016 et il est particulièrement occupé en ce moment.

Cependant, Usain Bolt pourrait rejoindre le docteur en France s'il s'avérait que sa blessure est plus grave que prévu afin de se faire soigner au plus vite. Ayant dû déclarer

forfait pour la finale des sélections olympiques jamaïcaines, Usain Bolt n'est pas encore qualifié pour les JO de Rio. La qualification aux Jeux est encore possible étant donné qu'il a demandé l'exemption médicale.

Vendredi dernier la nouvelle du forfait de Usain Bolt pour la finale s'est répandue comme une traînée de poudre le long de la lice. Dans un communiqué émis par son agent Ricky Simms, deux heures plus tard, la star jamaïcaine, qui vise un troisième triplé 100m-200m-4x100m à Rio, évoquera "une lésion musculaire à l'ischio de stade 1", c'est à dire une elongation, "diagnostiquée par le médecin des Championnats nationaux" après sa demi-finale, remportée en 10"04 malgré un nouveau très mauvais départ. Bolt évoque la gêne qu'il avait ressentie la veille au soir en série, quand il s'était plaint d'avoir trop

attendu et d'avoir pris froid, une gêne "revenue en demi".

Il a logiquement "demandé une exemption médicale pour la fin du 100m et des Sélections" (donc le 200m) et "espère démontrer (sa) forme (au meeting de) Londres, le 22 juillet, pour gagner (sa) place aux Jeux olympiques de Rio." Moins stricte que le règlement américain, où seuls les trois premiers de chaque épreuve des Sélections peuvent espérer être retenus, celui des Jamaïcains prévoit ce genre de manœuvre pour la 3e place, à la discrétion du comité de Sélection.

Au bout de la ligne droite, Blake s'imposera finalement en 9"95 (+0,7m/s) à Nickel Ashmeade (même chrono) et Jevaughn Minzie (10"02), surprenant 3e d'un cheveu devant le vétéran Asafa Powell (10"03) et l'autre outsider, Kemar Bailey-Cole (10"03 aussi). Blake



Usain Bolt

assurait que l'épisode du "faux faux-départ" ne l'avait "pas affecté" : "A ce niveau, on a l'habitude, on est des pros, on se doit de rester concentré." Et Minzie ne laissait guère de doute sur le repêchage de Bolt : "Il est là, il s'est retiré par précaution. Moi, je serais déjà pleinement heureux de faire partie de l'équipe de relais aux JO."

Clap de fin pour Del Bosque avec l'Espagne

Madrid - La Fédération espagnole de football (RFEF) a officialisé lundi le départ du sélectionneur, Vicente Del Bosque, confirmant ainsi son annonce faite le 30 juin, juste après l'élimination en quarts de finale face à l'Italie de l'équipe d'Espagne.

"Le sélectionneur a annoncé au président de la RFEF son souhait de ne pas rester à la tête de l'équipe nationale", a publié la Fédération dans un bref communiqué.

Il y a encore une semaine, Vicente Del Bosque avait tenu à brouiller les pistes. En effet, si la tendance penchait clairement en faveur du départ de l'ancien entraîneur du Real Madrid, ce dernier voulait encore entretenir le suspense. Aujourd'hui, le voile est définitivement levé. Del Bosque quitte, sans réelle surprise, la sélection ibérique après huit années de bons et loyaux services.

Del Bosque, 65 ans dont huit à la tête de la "Rojá", avait déjà annoncé à la radio publique RNE qu'il n'avait "pas l'intention de continuer comme sélectionneur" après deux échecs consécutifs, au Mondial-2014 (élimination au premier tour) et à l'Euro-2016 (élimination en huitième de finale).

L'ancien joueur et entraîneur du Real Madrid devrait selon le communiqué de la Fédération espagnole continuer à officier en son sein, avec des fonctions qui seront précisées "dans les prochaines semaines".

Sous sa direction, l'équipe d'Espagne a conquis en 2010 son premier titre mondial et en 2012 son troisième titre européen.



LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE



2 CHANCES DE GAGNER AVEC LA TCE 2016 :

• AU GRATAGE :

Gagne un **voyage touristique** en Côte d'Ivoire en découvrant trois fois le symbole **CE** ou gagne des **lots en espèce** allant de **200 FCFA** à **500.000 FCFA**.



• AU TIRAGE :

Tous les tickets de la **TCE 2016** participent au grand tirage Régional pour gagner des lots de **1.000.000 FCFA** à **10.000.000 FCFA** !

Avec **LONATO**, jouez petit et gagnez Gros

AVIS D'APPEL PUBLIC A COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LA CHARTE DE NOMMAGE DES NOMS DE DOMAINE INTERNET «.tg»

En application de la loi n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques modifiée par la loi n°2013-003 du 19 février 2013, le Ministère des Postes et de l'Economie Numérique et l'Autorité de Réglementation des Secteurs de Postes et de Télécommunications (ART&P) ont entamé une série d'actions pour asseoir un nouveau cadre de gestion du domaine en Internet national «.tg» afin de promouvoir l'utilisation des noms de domaine en «.tg» et d'assurer une meilleure visibilité du Togo sur Internet.

Au nombre des actions déjà achevées, figurent la redélégation du ccTld et le basculement vers une plateforme de gestion. Le processus engagé se poursuit avec notamment l'élaboration d'un ensemble de documents réglementaires dont les règles d'accréditation des registrars de la charte de nommage des noms de domaine Internet en «.tg».

Afin de parachever l'adoption de la charte de nommage, et en reconnaissant la nécessité de consulter la communauté Internet nationale, l'ART&P lance un appel public à commentaires sur le projet de charte de nommage des noms de domaines en «.tg». Ce document peut être téléchargé sur le site de l'ART&P : www.artp.tg.

Vos commentaires et amendements peuvent être communiqués à l'ART&P au plus tard le **22 juillet 2016**, par l'un des moyens suivants :

- par email à l'adresse appelcommentaires@artp.tg;
- sous plis à déposer au secrétariat central de l'ART&P au 32, Rue N'dagni (80) Tokoin Tamé Wuiti, derrière village d'enfants SOS.

Pour toutes informations, veuillez appeler le **22 23 63 63**

La Direction générale

Avortements provoqué

Mettre en danger sa vie, de peur d'en donner

L'avortement provoqué n'est légal au Togo qu'à certaines conditions : sauver la vie de la mère, en cas de viol, d'inceste ou de malformation fœtale sévère. Et pourtant, il se pratique au quotidien, clandestinement.

Etonam Sossou

Elle n'a pas encore soufflé ses 15 bougies, mais elle est déjà passée par la « douleur de l'avortement provoqué », selon ses propres mots. Nous allons l'appeler B.B., un pseudonyme, pour répondre aux exigences du strict anonymat qu'elle a requis avant tout témoignage. B.B. est bien consciente que l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) est interdite par la loi et blâmée par la société togolaise dans son ensemble. D'une taille moyenne, vêtue d'une robe fleurie, les cheveux abandonnés à eux-mêmes, elle raconte sa mésaventure avec une insouciance perceptible tout de go. Cette jeune élève de la classe de 3^{ème}, ne s'est imaginée tomber enceinte maintenant. « Je ne pensais pas que cela pouvait m'arriver », nous lance-t-elle. Et pourtant, elle affirme avoir vu ses premières menstrues à l'âge de 12 ans et reconnaît consommer l'intimité, sans préservatif, avec son jeune copain de 18 ans, lui aussi élève, en classe de première. Ce que B.B. n'imaginait pas, arriva. « Entretemps, je n'avais plus d'appétit, je me sentais fatiguée et je vomissais. Encouragée par une camarade, je suis allée faire le test de grossesse et c'était positif : c'est comme si le ciel me tombait sur la tête », se souvient-elle. Seulement,

B.B. n'est pas au bout de ses surprises, puisque le père, son camarade de 18 ans, tout en reconnaissant être l'auteur de la grossesse, propose d'avorter, à l'insu des parents. La tentative de camouflage fait long feu. La mère de B.B. est informée ainsi que le géniteur de l'auteur de la grossesse. « Mais après une première entrevue entre les deux parents, le père de mon ami n'a plus donné signe de vie », explique B.B. Les tractations se déroulent sans que le père de la fille ne s'en doute. « S'il avait su, il allait me tuer », croit-elle savoir. Une situation de désarroi qui conduit les membres de la famille de B.B. au recours ultime, l'avortement. Adviennent que pourra, car les spécialistes de la santé sexuelle sont formels pour dire que tout avortement est risqué, encore plus lorsqu'il est clandestin. C'est une tante de B.B. qui est chargée de la mission. « Nous sommes allées dans une clinique, on m'a remis de petits comprimés à avaler et à en mettre dans mon sexe. En plus, l'agent de santé m'a fait une injection, dit-il, pour atténuer la douleur ». Voici résumé ce qu'a subi B.B. pour 75 000 F CFA, selon ses confidences. Le lendemain de l'acte, poursuit-elle, les saignements ont commencé, avec à la clé des caillots de sang. Elle confie avoir eu très mal au ventre, en dépit de la piqûre antidouleurs.

Quelle description peut-elle faire de ce qu'elle a vécu. A cette question, B.B. manque de mots. Pour sûr, elle défend même à sa pire ennemie de s'aventurer dans l'IVG.

Et pourtant, F.D., une étudiante de 24 ans dans une école supérieure de Lomé, est passée par là, l'année dernière. Habillée d'un pantalon communément appelé « taille basse » et d'un haut moultant, tous deux de couleur rose, elle est tressée de mèches. C'est pratiquement la tête baissée, sur un ton bas et hésitant qu'elle nous livre quelques bribes de son histoire. Une histoire qu'elle garde jalousement, parce que ni ses parents, ni l'auteur de la grossesse, ne sont au courant de rien, nous signifie-t-elle. En effet, quand elle est tombée enceinte, elle dit avoir pris sur elle, toute seule, la décision d'avorter, pour ne pas décevoir les parents qui ont mis une confiance presque aveugle en elle. Pour son cas aussi, F.D. parle d'avoir pris de petits comprimés dont nous taisons volontairement les détails.

Si certaines filles ou femmes sont prêtes à aller dans la tombe avec leur secret d'IVG, d'autres ne sont pas jusqu'au-boutistes. Face aux conséquences, souvent fâcheuses des IVG clandestines, sur le double plan sanitaire (hémorragie, infections locales ou généralisées, infertilité, décès) et psychologique,

cette dernière catégorie de femmes sollicitent des Soins après-avortement (SAA). Les SAA complets proposent un traitement médical d'urgence aux femmes victimes de complications liées à l'avortement, ainsi que des services de planning familial et d'autres services appropriés de santé de la reproduction. Ces soins sont offerts, en fonction de la gravité des complications, à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. « On dirait qu'il restait des déchets dans l'utérus, après l'avortement. Je suis repartie dans la clinique où cela a eu lieu et l'agent m'a orientée vers une autre structure sanitaire, j'ai fait une échographie, et après on m'a fait un curetage. J'ai eu très mal », développe F.D.

Combattre le mal à la racine

La cause première de la fréquence des IVG est à rechercher dans le niveau d'utilisation de la contraception; le taux de prévalence contraceptive moderne étant estimé à 17,3% au Togo. Si bien que, dans la pratique, de nombreuses femmes qui ne veulent pas tomber enceinte, n'utilisent pas, pa-



radoxalement, les moyens qui leur sont offerts pour éviter les grossesses non intentionnelles. C'est pourquoi, nous informons les sages-femmes, les soins après avortement sont toujours accompagnés de counseling dans le but de soumettre la patiente à la contraception. L'adoption de la contraception étant volontaire, ça ne marche pas à tous les coups, relativisent-elles. Une sage-femme nous relate l'histoire d'une jeune élève qui, en l'espace de deux mois (fin décembre 2014 et fin février 2015) a été reçue deux fois pour des Soins après avortement. Et ce n'est pas un cas isolé,

déplore la sage-femme. Elle ne désespère pas pour autant, convaincue qu'avec une intensification des efforts, la planification familiale pourrait s'arroger une meilleure réputation. En effet, de nombreux préjugés continuent de hanter la contraception. F.D. l'étudiante, justifie sa méfiance vis-à-vis des produits contraceptifs par « leur dangerosité supposée pour la fécondité ». Elle déclare avoir accompagné, parfois, une de ses amies pour renouveler la contraception de cette dernière, mais n'avoir jamais eu le courage de confronter les « on-dit » de sa mère, à l'avis des spécialistes.

Obstruction des caniveaux

Une pratique très récurrente au Togo

L'encombrement des conduites d'eau sont à la base des dégâts enregistrés pendant et après les pluies. Les eaux ont déjà fait plusieurs dégâts, ces dernières années. Pourtant, depuis plus d'un an, des rigoles sont visibles partout. Mais vu de près, impossible pour les eaux de pluies de trouver leur chemin là-dedans. Au marché de Hanoukopé, par exemple, ces conduites d'eau sont transformées en dépotoirs. On y trouve de tout : bouteilles et sacs

plastiques, branches d'arbres, morceaux de tissu et autres déchets domestiques. Dans ce brassage, les eaux se frayent quand même un chemin, bien que péniblement. A quelques mètres, les caniveaux sont carrément pleins de terre bien compacte. Les herbes ont même poussé dans les drains. Preuve qu'il y a longtemps qu'ils n'ont pas été curés.

A chaque fois, les riverains affirment ne pas être responsables de la situation. « On ne sait pas d'où

viennent ces ordures. Ça vient nous trouver ici », regrette un laveur de voitures. Au quartier Hanoukopé, une dame avoue, insouciant : « quand l'eau passe, on en profite pour jeter les ordures au lieu de payer les collecteurs ». Dites-lui que c'est la cause des inondations réplique-t-elle : « on va faire comment ? ». L'on apprend ici que pendant les pluies, les fosses septiques sont également ouvertes, afin que l'eau emporte le contenu...

Afrique subsaharienne

Un enfant sur cinq forcé de travailler

59 millions d'enfants sont forcés de travailler en Afrique subsaharienne. Un chiffre remis sur la table lors de la journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin.

En Afrique subsaharienne, 59 millions d'enfants, soit plus d'un sur cinq, sont contraints de travailler. Une proportion deux fois supérieure au reste du monde. Ce chiffre, extrait du rapport de 2012 de l'Organisation internationale du travail (OIT), a été remis sur la table à l'occasion de la journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin dernier.

85 millions d'enfants effectuent des travaux dangereux

Si, entre 2000 et 2012, le nombre global d'enfants en situation de travail dans le monde a diminué d'un tiers,

passant de 246 millions à 168 millions, plus de la moitié de ces derniers (85 millions) effectuent encore des travaux dangereux (extraction minière, exploitation sexuelle, enfants-soldats...). Dont 28 millions en Afrique subsaharienne. Là-bas, la baisse de la proportion d'enfants au travail reste bien moins rapide que dans d'autres régions du monde, comme l'Asie, où le phénomène se résorbe rapidement. La faute à un manque d'efficacité sur le plan administratif et fiscal, alors que les mesures qui permettraient d'éliminer le travail des enfants sont connues : scolarité gratuite et obligatoire, campagnes de sensibilisation, sanctions, protection sociale...

« 98 millions d'enfants sont employés de force dans

l'agriculture » Ratifier les conventions de l'OIT qui fixent le cadre de la lutte contre le travail des enfants, c'est un premier pas. Le deuxième pas, c'est de mettre la législation nationale en conformité avec ces différentes législations. Mais l'étape d'après, la plus importante, est de faire en sorte que cette législation soit appliquée, que les contrôles soient effectués et surtout qu'il y ait des sanctions par rapport aux personnes qui n'appliquent pas la législation », a déclaré à RFI Laurence Dubois, responsable à l'OIT.

Selon l'organisme, l'agriculture reste le secteur où le plus d'enfants sont employés de force (98 millions, soit 59 %), suivi par les services (54 millions) et l'industrie (12 millions).

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°392 DE LOTO KADOO DU 24 Juin 2016

La LONATO a procédé ce vendredi 1er Juillet 2016, au 393^{ème} tirage hebdomadaire de LOTO KADOO. Le tirage a été effectué avec bonus.

Le vendredi précédent la LONATO a fait le bonheur des nombreux parieurs, avec des gros lots remportés à DAPAONG, SOKODE, BLITTA, ATAKPAME, KOUGNOU, NOTSE, TABLIGBO, ADETA, KPALIME, ANEHO et LOME.

A DAPAONG, et BLITTA ce sont un gros lot de 1.000.000 F CFA et un gros lot de 1.500.000 F CFA qui ont été recensés respectivement auprès des opérateurs 10121 et 1402.

Les points de vente 1220, 4028 et 4102 basés respectivement à SOKODE, ADETA et KPALIME ont recensé chacun un lot de 500.000 F CFA.

Les opérateurs 2504, 20229, 2001, 8006, 20034 et 2507 situés à ATAKPAME, KOUGNOU, NOTSE et TABLIGBO ont enregistré respectivement un lot de 500.000 F CFA, un lot de 600.000 F CFA, deux lots de 750.000 F CFA un gros lot de 1.000.000 F CFA et un gros lot de 1.250.000 F CFA.

A ANEHO, c'est un maxi gros lot de 8.750.000 F CFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance sur le point de vente 70431.

La ville de LOME n'est pas en reste, avec un lot de 750.000 F CFA et un gros lot de 1.000.000 F CFA enregistré auprès des opérateurs 30142 et 5818.

Achète à 200F CFA, les tickets ZEM' qui te font gagner de l'argent et des motos. Gratte ton ticket ZEM' et si tu trouves 3 fois le symbole étoile, tu gagnes immédiatement le lot mentionné en dessous.

AVEC ZEM' PREND DE L'AVANCE

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE! BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°393 de Loto Kadoo du vendredi 1er Juillet 2016

Numéro de base

Numéros bonus

24 36 04 40 83

63 26



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

"Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes